

Canada, en coopération avec les ministères et agences à vocation scientifique pertinents. Cependant, comme pour la plupart des organismes de l'OCDE, c'est le MAECI qui coordonne les instructions données aux représentants canadiens ainsi que les positions de principe du Canada. Normalement, les instructions sont communiquées à l'avance et les rapports de réunion sont publiés par la délégation permanente du Canada.

Les activités se multiplient entre les réunions officielles, tant entre les économies membres et le Secrétariat qu'entre les pays membres intéressés, l'intermédiaire du courrier électronique et dans le cadre de groupes de discussion électroniques. Le système de distribution électronique des documents officiels de l'OCDE, « Olisnet », est accessible à tous les représentants gouvernementaux des pays membres. Deux États non membres de l'OCDE, à savoir l'Afrique du Sud et Israël, - la République slovaque, ancien observateur, ayant accédé au statut de membre- assistent aux réunions du CPST en tant qu'observateurs et, à ce titre, bénéficient pratiquement des mêmes privilèges que les membres à part entière. La Commission européenne participe à toutes les activités de l'OCDE en vertu de dispositions spéciales. De plus, l'OCDE coopère davantage avec le secteur privé et la société civile, de façon officielle et officieuse, sous forme de consultations et de séances d'information spéciales, ou encore sous la forme d'une participation sur invitation à des réunions de comité. Cette coopération se fait aussi par le biais de représentants officiels auprès de l'OCDE, des entreprises (Comité consultatif économique et industriel, ou BIAC) et des syndicats (Commission syndicale consultative, ou TUAC).

### **Organisation du Secrétariat de l'OCDE et soutien des activités relatives aux S-T**

Le soutien des activités du CTSP et de ses groupes de travail est assuré principalement par une trentaine de spécialistes en S-T du Secrétariat, de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie (DSTI), dirigé par le Directeur, M. Risaburo Nezu (Japon) et le sous-directeur, M. Michael Osborne (États-Unis). M. Daniel Malkin (France) dirige l'Unité de la politique scientifique et technologique, où se fait l'essentiel du travail de l'OCDE en ce qui concerne les S-T, tandis que M. Andrew Wyckoff (États-Unis) dirige l'Unité d'analyse économique et de la statistique, qui fournit des données et des analyses statistiques pour les activités de la DSTI relatives aux S-T et à l'industrie. La responsabilité sectorielle de la Direction incombe au sous-secrétaire général Herwig Schlögl (Allemagne). La DSTI travaille également de façon horizontale, en collaboration avec d'autres directions, dont celles chargées de la politique de l'éducation, de l'emploi et des questions de politique sociale; de la politique économique; et de l'environnement. Le groupe interne de coordination de la biotechnologie (ICBG), que préside M. Osborne (DSTI) et auquel participent les directions chargées de l'agriculture, de l'environnement et du commerce, en est un exemple.

Les contraintes budgétaires font partie de la réalité quotidienne à l'OCDE. L'accent est mis sur l'établissement de priorités et sur l'arrêt ou le ralentissement de travaux moins prioritaires au profit de nouvelles priorités définies par le Conseil.